l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Vendredi
6 janvier 1977

No 600

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Plan Barre

GISCARD, MARCHAIS, MAIRE SEGUY & Cie D'ACCORD POUR L'AUSTERITE

On parle ces jours-ci du deuxième chapître du plan Barre. Les travailleurs ne se font aucune illusion à son sujet comme ils n'en ont eu aucune sur le premier : ils ne peuvent attendre qu'augmentation du chômage et multiplication des licenciements, augmentation des prix, détérioration de leurs conditions de travail et d'existence, restrictions supplémentaires à leurs droits, répression accrue, etc.

C'est qu'il s'agit ,d'un plan de la bourgeoisie entièrement destiné à faire face à la profonde crise du système impérialiste et capitaliste mondial dont le «bout du tunnel» est décidément toujours aussi lointain.

L'exemple de la Lorraine que nous détaillons depuis 3 jours en est une illustration dont les informations qui nous parviennent de la France entière ainsi que de la plupart des pays capitalistes de l'Ouest ou de l'Est montrent le caractère général.

Le deuxième chapître du plan Barre, comme le premier, révélera l'incapacité totale du système capitaliste à résoudre ses contradictions : il peut bâtir toutes sortes de plans, il ne pourra éviter les crises dont son histoire est pleine et ces crises ne peuvent se traduire que par les pires misères pour le peuple : pour en finir avec les crises, pour en finir avec la misère, il faudra en finir avec le système capitaliste.

Pourtant certains prétendent le contraire et promettent de résoudre la crise au profit des travailleurs, sans que soit abattu le capitalisme. Et en effet nombreux sont encore les travailleurs qui pensent qu'avec le Programme commun, cela ne peut qu'aller quand même un peu mieux.

C'est justement au nom de cette illusion que les dirigeants syndicaux du genre E. Maire ou Séguy, du PC

du PS et autres partis de «gauche», s'opposent ouvertement à un large et puissant développemet coordonné des luttes, épuisent la grande volonté de combat des travailleurs en multiples et vaines journées d'action et tentent systématiquement de la dévoyer sur le terrain de la farce électorale qui se prépare : c'est ce qu'ils avaient fait déjà pour enterrer mai 68.

Ils prennent maintenant les devants pour éviter un nouveau mai.

(Suite p.3)

Affaire De Broglie

JUSQU'OU LE SCANDALE VA-T-IL ALLER ?

Il faut aujourd'hui se poser une question à propos de l'affaire De Broglie.

Jusqu'où va-t-elle aller ?

Chaque jour qui passe amène en effet de nouvelles révélations mettant en cause les milieux gouvernementaux et Giscard d'Estaing lui-même. Va-t-elle aller jusqu'à un point qui pourrait entrainer une crise politique ?

Il est clair que derrière cette affaire se profilent des réglements de compte entre les différents clans gouvernementaux et plus précisément entre les Républicains Indépendants et Chirac. Pour qu'une telle affaire ait pris les proportions qu'elle est en train de prendre, il faut en effet qu'elle constitue une machine de guerre pour un clan de la bourgeoisie. Si ce n'était pas le cas, on peut être sûr qu'elle aurait été étouffée depuis déjà longtemps.

Il est impossible également, que de réglements de comptes en réglements de comptes, l'affaire prenne maintenant un caractère incontrôlable.

Bref, peut-être va-t-on atteindre le point de non retour, à partir duquel des ministres, voire un président vont être mis en cause. Que se passera-t-il alors ?

On sait que dans les milieux de la «majorité», un des sujets de discorde porte sur la date des élections. Et si cette affaire contraignait Giscard à des élections anticipées ?

En tout cas, cette affaire, après d'autres met à nu, la pourriture de la société capitaliste. Derrière la «démocratie française» de Giscard d'Estaing, c'est un monde de corruption, de crimes, qui se profile. La dictature de la bourgeoisie y apparaît sous son visage hideux.

Déclaration d'un porte-parole de l'OLP

«Les fruits politiques proviennent des graines semées par le fusil»

Abdul Mohssn Abumezer, porte-parole officiel du Comité exécutif de l'OLP a accordé à Damas, une interview au correspondant de l'Agence Chine nouvelle auquel il a notamment déclaré que la lutte armée était la voie fondamentale pour réaliser l'objectif du peuple palestinien. Après avoir rendu hommage au président Mao, le porte-parole palestinien a affirmé : «Le président Mao nous a quitté , mais sa pensée reste toujours...».

Au cours de l'année passée, la lutte du peuple palestinien a assené de rudes coups à l'ennemi et isolé le sionisme israélien et ses alliés. La lutte du peuple palestinien qui est une composante de la lutte des peuples arabes ainsi que du mouvement de libération du monde, a bénéficié de la sympathie et du soutien des peuples arabes et des peuples du reste du monde.

La réunion du Comité central de l'OLP qui s'est récemment tenue à Damas et a arrêté un plan pour approfondir la lutte armée et le mouvement de masse au cours de cette année, revêt une signification pour la lutte dans «l'avenir».

(suite p.3)

Un mémorandum de l'OLP

LES CRIMES SIONISTES DOIVENT ETRE PUNIS !

Après l'assassinat de Mahmoud Saleh, Ezzeddine Kalak, responsable du bureau de liaison et d'information de l'OLP) a indiqué mercredi dans une conférence de presse qu'un memorandum a été envoyé, depuis Beyrouth, par l'OLP, au gouvernement français.

Ce memorandum demande aux autorités françaises que la lumière soit faite sur les assassinats à Paris de quatre militants de la cause palestinienne en quatre ans et que les agents sionnistes coupables soient punis.

Le professeur Vincent Monteil a accusé formellement à cette occasion le Colonel Harlay Liberman an cien attaché militaire à l'ambassade d'Israël à Paris d'être l'instigateur des assassinats commis à Paris, Rome Nicosie et Oslo (un rapport à ce sujet est depuis 1974 entre les mains du juge Galmiche et de diverses personnalités telle Roger Chinaud).

Ezzeddine Kalak a souligné qu'il était très grave de présenter l'assassinat de Mahmoud Saleh comme un réglement de comptes entre palestiniens, en disant que ce dernier faisait partie du Front du Refus.

Il s'agit là d'une tactique des sionnistes leur permettant, en faisant courir de tels bruits, de commett re leurs crimes en toute impunité.

Il a dit, qu'en fait,«le véritable front du refus , c'est le gouvernement israélien qui refuse d'évacuer les territoires occupés, de reconnaître les droits des palestiniens, et qui continue à traiter l'OLP de bande d'assassins».

Enfin E. Kalak a rappelé le rassemblement samedi matin à 10 h 30 devant l'entrée du cimetière du Père Lachaise à l'occasion du 4 e anniversaire de la mort de Mahmoud Hamchari (assassiné également à Paris) et à la mémoire de Mahmoud Saleh, en appelant tous les révolutionnaires, antifascistes, anti-impérialistes, tous les amis du peuple palestinien à y participer nombreux.

le monde en marche

Course aux armements

INQUIETUDES A L'OUEST

Dans le «Time» de cette semaine, Gérald Ford exprime son inquiétude sur le fait que l'URSS a réduit son retard sur les USA dans les domaines de l'armement où ce retard existe encore ; si cette évolution continue, affirme-t-il, «les américains dans 5 ou 10 ans pourraient se retrouver dans une grave situation sur le plan de la défense nationale, situation qui pourrait inciter certains dirigeants soviétiques à tenter quelque aventure».

De son côté, le général US Keeban, ancien chef des services de renseignements de l'aviation, fait preuve dans l'hebdomadaire «Neewsweek» d'un pessimisme encore plus affiché.

Il affirme en effet que «les soviétiques travaillent sur des armes nouvelles qui possèdent 20 ans d'avance sur tout ce qui a été conçu jusqu'à présent aux États-Unis et surtout, qui peuvent amener l'URSS a estimer que, dans la prochaine décennie, elles neutraliseront totalement nos missiles balistiques et sous-marins».

Des armes nouvelles pour neutraliser sous-marins et missiles

Le général américain prend également le contrepied de la thèse officielle américaine qui veut que l'URSS estime inconcevable une guerre nucléaire parce que personne n'y survivrait. C'est tout le contraire, affirme-t-il, les soviétiques croient qu'ils en réchapperaient et qu'ils en sortiraient victorieux.

Aussi avance-t-il la proposition que les USA consacrent désormais à leur défense 2 % du PNB, faute de quoi «les soviétiques dépasseraient les américains dans le domaine nucléaire et seraient alors en mesure d'imposer des décisions d'ordre politique».

L'annuaire britannique sur les systèmes d'armements («Jane's Weapon Systems 1977») lève un coin du voile sur les préparatifs militaires soviétiques qui se poursuivent avec intensité derrière les trompeurs discours sur la détente et la paix. D'après lui, l'URSS achèverait actuellement la mise au point d'un missile comparable au «Tomahawk» américain qui pourrait menacer l'équilibre stratégique entre les deux superpuissances, à l'approche de l'expiration du premier accord sur la limitation des armes stratégiques (Salt 1).

L'existence d'une flotille américaine de 90 sous-marins nucléaires d'attaque, pouvant chacun disposer à leur bord de 20 Tomahawk posait en effet jusqu'ici un problème aux stratèges du social-impérialisme russe.

L'URSS est donc en train d'expérimenter deux missiles, le «SSNX 17» et le «SSNX 18» dont le rôle opérationnel exact n'est pas officiellement connu mais qui pourrait contrebalancer les «Tomahawk».

Poursuite active des programmes de recherche et de développement militaires

Une chose est sûre, c'est que, tant les USA que surtout l'URSS ont poursuivi activement, durant l'année écoulée, leurs programmes respectifs de recherche et de développement militaires afin de surclasser leur rival et de se trouver dans la meilleure posture possible pour le prochain marchandage des négociations Salt.

Pourtant l'année 1977 entendra encore beaucoup parler d'un hypothétique «désarmement» puisque, à l'initiative de l'URSS, l'ONU doit tenir une session spéciale consacrée à cette question. En outre, doit se tenir en juin prochain, à Belgrade, une rencontre des signataires de l'acte final de la mensongère «Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe».

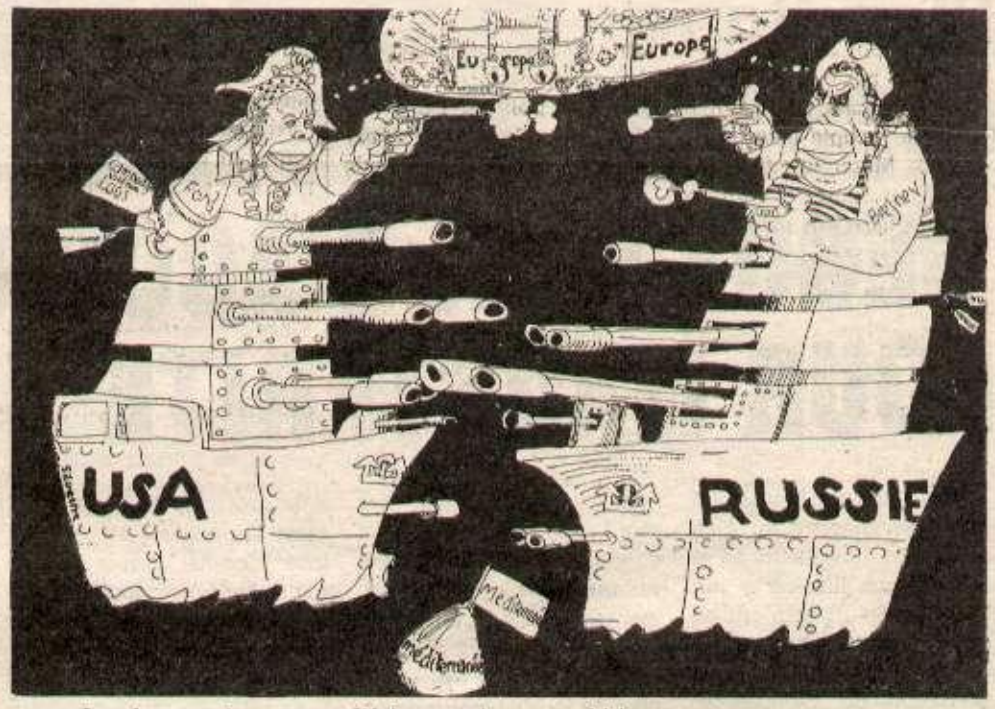
Au sein de l'OTAN où certains milieux sont de plus en plus conscients que les arsenaux des pays occidentaux sont en train de se faire dépasser, en quantité comme en qualité, par le potentiel d'armes classiques et nucléaires du pacte de Varsovie dirigé par Moscou, les discussions sur la riposte à opposer à cette menace se font de plus en plus vives.

Des responsables profondément dangereux par leur attitude munichoise

Le 26 novembre dernier, à Bruxelles, le commandant en chef (américain) des forces alliées en Europe, le général Haig, a prononcé un discours très alarmiste.

Dans une session tenue très secrète des réprésentants permanents des pays membres, réunis en «Comité des plans de défense», Haig a vigoureusement sermoné ceux des pays européens qui, tels la Grande-Bretagne et l'Italie, relâchent leur effort de défense. Des responsables politiques inconscients ou non mais en tous les cas profondément dangereux par leur attitude munichoise, ont répondu que «l'URSS est certes dangereuse, plus dangereuse qu'à l'époque de la guerre froide, mais qu'elle est en même temps moins menaçante» et ont affirmé qu'une nouvelle augmentation des budgets militaires occidentaux «entrainerait une nouvelle course aux armements».

Comme si la course aux armements n'était pas aujourd'hui et de plus en plus une réalité bien matérielle et de plus en plus menaçante ! Comme si l'énorme effort de guerre de la part des soviétiques était un acte gratuit et non une politique calculée, délibérée, savamment étudiée et entièrement soumise aux visées expansionnistes du social-impérialisme russe !



Les leçons de l'histoire ne doivent pas être oubliées

Les peuples européens ont déjà connu l'amère expérience de cette attitude de démission qui a conduit à capituler devant les exigences grandissantes de Hitler dans l'espoir de l'apaiser, d'échapper à son ambition dévorante. La légitime aspiration à la paix ne doit pas conduire à masquer la réalité qui est à nouveau celle d'une grave menace exercée sur l'Europe par l'ambition effrenée de ce nouvel Hitler qu'est Brejnev. Les leçons de l'histoire ne doivent pas être oubliées, niées, elles doivent au contraire être clarifiées pour que les peuples menacés et tout particulièrement les peuples européens qui sont les premiers concernés par l'appétit du social-impérialisme russe, soient le mieux armés possible pour lui résister en attendant de l'écraser définitivement.

Maroc

Un absent au procès de Casablanca

Abdellatif Zeroual mort sous la torture

Abdellatif Zeroual est le fils ainé d'une famille modeste. De milieu populaire, il est donc peu connu et particulièrement vulnérable.

Etudiant en philosophie, il milite au sein de l'UNEM (Union nationale des étudiants du Maroc) à l'époque où celle-ci n'était pas encore interdite (date d'interdiction : janvier 1973).

Il échappe aux arrestations du printemps 1972 ; est depuis cette date recherché par la police, et entre dans la clandestinité. Depuis, il ne cessera de militer au sein des masses populaires comme membre de la direction de l'organisation marocaine : Ilal Amam.

En août 1973, au premier procès de Casablanca, il est jugé par contumace et condamné à perpétuité.

Il est arrêté le mardi 5 novembre 1974, en plein centre de Casablanca, à 7 heures du soir, enlevé comme tant d'autres par une voiture de la police politique, appelée au Maroc : «police judiciaire d'intervention».

Il est amené au centre de torture secret de Casablanca, Moulay Cherif, où il sera torturé à mort pendant huit jours.

Transporté à la dernière extrémité à l'hôpital Avicenne de Rabat, le 11 novembre, il y meurt le 14 novembre 1974.

Il est enterré secrètement, et la seule trace de son passage et de sa mort, c'est une fiche portant le nom de «Abdellatif Abdelkader», c'est-à-dire son prénom et le prénom de son père.

Pendant 18 mois, la police nie son arrestation, et donc sa mort, prétendant ne jamais l'avoir arrêté et affirmant qu'il était toujours en fuite, ce que l'ambassade du Maroc a confirmé à Amnesty International par une lettre du 14 avril 1976.

Actuellement, la police reconnait son arrestation et sa mort, «de mort naturelle», après l'avoir niée pendant plus de 20 mois. Pourquoi ?

Parce qu'il a été vu par plusieurs de ses camarades gardés comme lui au secret, au centre de torture de Moulay Cherif :

— Certains l'ont vu dans un état si pitoyable qu'on était obligé de le porter sur de vieux sacs aux interrogatoires.

— D'autres ont été confrontés avec lui par la police elle-même.

— Un autre enfin, a été transporté en même temps que lui à l'hôpital Avicenne de Rabat.

Parce qu'un membre du personnel hospitalier a pu dire à quelqu'un «il vient de mourir».

Parce qu'une coopérante française, professeur à Casablanca depuis longtemps et qui l'avait aidé tout au long de sa clandestinité à échapper aux recherches de la police, a apporté sur son arrestation et sur sa mort, un témoignage qui a paru dans la presse en novembre 1976, dans le journal publié en France «Maghreb An-Nidal» No 5.

Christine Jouvin, actuellement professeur à Paris, a été arrêtée le 14 novembre à Casablanca, emmenée à Moulay Chérif, consignée à domicile pendant trois mois privée de son passeport pendant 21 mois, et expulsée du Maroc le 17 août 1976, afin précisément de ne pouvoir témoigner en personne au procès de Casablanca.

La police marocaine torture, et tue des dizaines de militants. Elle l'a toujours nié. Pour la première fois, elle est contrainte de reconnaitre officiellement la mort de l'un d'entre eux.

C'est donc la première fois que dans un procès politique au Maroc, il y a dans le dossier même, un absent, mort entre leurs mains : Abdellatif Zeroual.

nouvelles intérieures

Déclaration d'un porte-parole de l'OLP

«Les fruits politiques proviennent des graines semées par le fusil»

(Suite de la p.1)

A propos des résolutions adoptées par les conférences internationales sontenant la lutte du peuple palestinien, Abdul Mezer a déclaré :

«Nous sommes convaincus que le peuple palestinien ne peut pas libérer le territoire occupé en s'en remettant uniquement aux résolutions adoptées par des conférences internationales. Par son expérience acquise dans sa longue lutte, le peuple palestinien en est pleinement conscient ... La lutte armée, les sacrifices consentis dans cette lutte, sont la voie fondamentale pour réaliser nos objectifs. Nous sommes persuadés que les fruits politiques proviennet des graines semées par le fusil. Il n'y aurait pas eu de victoires dans le passé sans la lutte armée et la lutte de masse menées par les révolutionnaires palestiniens au sein comme en dehors du territoire occupé...

La lutte du peuple palestinien est une lutte prolongée et ardue. Mais nous sommes fermement convaincus que c'est l'ennemi qui est voué à l'échec. Quant à nous, nous triompherons.»

Brejnev à Paris en juillet prochain ?

Au cours de «confidences» aux journalistes soigneusement calculées, Giscard a confirmé la prochaine venue en France du chef de file du social-impérialisme russe, Léonid Brejnev, vers fin juin, début juillet 1977.

Cette visite qui avait primitivement été annoncée pour la fin de l'année écoulée se voit donc maintenue mais reportée au début de l'été prochain.

Entre temps Brejnev aura pu apprécier si le gouvernement français fait preuve de suffisamment de souplesse par rapport à ses ambitions, notamment au cours de la Conférence de l'ONU sur le «désarmement» qu'il a provoquée pour le printemps prochain et à la Conférence de Belgrade destinée à faire le bilan de l'application des accords mensongers d'Helsinki.

Celle-ci ayant lieu en juin 1977, il est donc peu probable que Brejnev s'annonce avant juillet. Cette période de vacances est pourtant peu propice aux bains de foule et «manifestations d'enthousiasme populaire» animées par le PCF. Mais il est probable que l'accueil récent fait en Europe à ses compères Ponomarev et Podgorny rend Brejnev circonspect.

Un peu partout en effet, en Finlande, en Suède, en Norvège, en Grande-Bretagne, les portes-paroles du social-impérialisme en visite se font de plus en plus souvent conspués et les termes déplaisants pour leurs oreilles de «Prague», «asiles psychiatriques» et «URSS, prison des peuples» reviennent fréquemment dans les mots d'ordre scandés par les manifestants.

Certes, Brejnev n'est pas encore suffisamment démasqué comme fasciste, fauteur de guerre et ennemi des peuples pour être obligé de se déplacer en hélicoptère au cours de ses visites officielles, comme cela est fréquemment le cas pour les chefs de file de l'impérialisme US. Mais déjà ses collaborateurs sont contraints d'utiliser des sorties dérobées pour échapper aux manifestants et lui-même a recours à des «mois creux» pour sa visite en France.

Mais si le gouvernement français manifeste son intention de plier l'échine devant Moscou en maintenant son projet d'invitation à Paris, quelle que soit la période choisie pour cela, il y aura toujours suffisamment de travailleurs présents pour descendre dans la rue crier leur haine du social-fascisme et du social-impérialisme et dénoncer Brejnev comme fauteur de guerre No 1 dans le monde.

Caisse d'Epargne de Paris

Les employés ont beaucoup appris, ils sauront tirer les leçons de l'echec

Nous avons vu (cf articles précédents dans l'HR) que les révisionnistes pensant que leur heure n'était pas encore venue de siéger au Conseil d'administration et voyant que le rejet systématique de l'occupation des locaux n'abourait à rien, préparaient la reprise du travail «dans la dignité et la t tête haute».

Mardi, devant le manque de perspectives dû à la situation bloquée causée par le refus des faux communistes du PCF de durcir la lutte en occupant, de nombreux travailleurs remirent sur le tapis la question de l'occupation. De nombreuses interventions se succédèrent à la tribune dans ce sens, il y eut donc un vote sur cette question. La proposition d'occupation obtint 264 voix contre 255 et 31 abstentions.

Notons au passage qu'un partie des abstentionnistes était constituée des roquets de l'«OCI», au service du PCF.

Du fait que leur proposition d,aller manifester chez Barre en demandant un «gouvernement PC-PS sans ministres bourgeois» avait été rejetée, ces messieurs ulcérés avaint décidé de se désintéresser de la poursuite de la grève.

Mais une fois l'occupation votée, encore fallait-il savoir si l'on reconduisait on non la grève (!). Nouveau vote : 418 pour la reconduction, 144 contre, 12 abstentions.

On pourrait penser à priori que la grève était reconduite. Et bien non, car c'est là qu'intervient le «quorum».

En effet, les révisionnistes avaient décidé (et la CFDT l'avait accepté) qu'il faudrait 651 personnes qui se prononcent positivement pour que la grève soit reconduite. Ceci compte-tenu des grévistes absents qui donnaient des mandats et en supposant que la moitié de ceux qui n'étaient pas en assemblée générale et qui n'avaient mandaté personne, était pour, on arrivait ainsi au chiffre de 529 pour. Le «quorum» n'érait donc pas atteint.

Il est à noter que mardi lors d'une réunion de la Commission exécutive CFDT, pendant l' AG pour décider si l'on devait remettre en cause le quorum, il y eut 15 voix pour et 15 voix contre : il fut décidé de s'en tenir à la position intersyndicale initiale.

Le mercredi matin, l'assemblée générale se réunit pour faire le bilan de la grève et élaborer les perspectives. Plusieurs travailleurs intervinrent pour dénoncer les méthodes de «lutte» utilisées pendant le grève par le PCF (refus de l'occupation, «quorum», refus d'organiser des groupes de discussion parmi les grévistes n'ayant que le pouvoir de p plébisciter les propositions de l'intersyndicale.) et furent applaudis.

Un grand nombre de travailleurs demandèrent que l'on revote sur la reprise, ce qui ne fuat pas accepté par l'intersyndicale, mais cela ne prouve pas moins que la combativité des travailleurs était encore trés grande.

Les révisionnistes saisirent l'occasion pour affirmer que les gréves minoritaires étaient antidémocratiques ce qui fera surement plaisir à de nombreux travail leurs.

Lors des deux derniéres assemblées générales, le PCF intensifia sa propagande démagogique pour le Programme commun et la «démocratisation du Conseil d'administration», pour une «gestion démocratique du service public». Mais les travailleurs de la CEP feront le lien entre les actes de trahison et son projet gouvernemental social-fasciste et prosocial-impérialiste. Nous dégagerons bientôt un bilan plus détaillé.

Les communistes ML d'HR de la CEP

OU L'ON REPARLE DU SCANDALE MATESA

Le Canard Enchainé de cette semaine apporte de nouvelles révélations sur l'affaire de Broglie.

Il révèle d'abord que la société-bidon, dont de Broglie fut le directeur jusqu'en 1969, la Sodetex, était une filiale de la société non moins bidon Matesa, qui a donné son nom à un scandale retentissant dans l'Espagne de Franco : le scandale Matesa.

La Matesa, contrôlée par l'OPUS DEI (société secrète dont plusieurs ministres de Franco étaient membres), avait détourné plusieurs milliards de pesetas. L'argent ainsi détourné servait à alimenter les activités de partis politiques et l'on dit même qu'une partie aurait été utilisée pour financer la campagne électorale de Nixon.

De Broglie était donc un des maillons de ce réseau. Mais ce n'est pas tout. Le père de Giscard d'Estaing est lui-même très lié à l'OPUS DEI. Il fut en effet président de la banque des intérêts français, très proche de l'OPUS DEI.

On apprend également qu'en 1972, la direction générale des impôts s'était intéressée aux activités fort suspectes de de Broglie. L'enquête fut stoppée sur l'ordre de Giscard d'Estaing, alors ministre des Finances.

Enfin, on apprend que plusieurs des protagonistes de l'affaire avaient des relations fort nombreuses.

C'est ainsi que le flic-truand Simoné était en relation avec le commissaire Caille, directeur de la police économique dont on entendit beaucoup parler lors de l'enlèvement de Ben Barka.

C'est ainsi encore que De Varga était une très proche relation du commissaire Brosseau, un des patrons des renseignements généraux ainsi qu'avec d'autres individus du même genre.

Bref, un sac de nœud dans lequel se trouvent associés flics, truands, ministres et Cie.

Plan Barre

Giscard, Marchais, Maire et Seguy d'accord pour l'austérité

(suite de la page une)

Et pendant ce temps, le plan Barre s'applique : Premier chapître , deuxième châpitre...

Il s'en font ainsi des artisans, et parmi les principaux et les plus efficaces !

C'est que le plan Barre est un plan de sauvegarde des profits de la bourgeoisie et que face aux travailleurs, qu'elle s'appelle RI RPR,PC,PS, Giscard, Chirac, Marchais ou Mitterand, toute la bourgeoisie est solidaire pour en imposer l'application !

On peut se battre à couteaux tirés, à coupps de «Démocratie Française», ou «Programme commun», affaire Dassault ou affaire De Broglie, face aux travailleurs on est d'accord !

Il en sera de même si les tenants du Programme commun prennent les rênes, pour sauver le Capital !

Mais toutes ces questions sont aujourd'hui brûlantes, posées avec acuité devant tous les travailleurs jusqu'au coeur des entreprises par la profondeur même de la crise, les disputes au sein de la bourgeoisie...

Si maintenant Giscard s'en inquiète et déplore la «politisation» au sein des entreprises, c'est sans nul doute parce que son Parti et son clan sont menacés. Mais c'est aussi parce qu'il est bien dangereux que les ouvriers se saisissent trop de la politique : les programmes bourgeois risquent de n'y pas résister longtemps !

Nous savons bien qu'à ce sujet, tous les bourgeois sont d'accord pour empêcher que pénétrent dans les entreprises une politique prolétarienne, celle du Parti Communiste Marxiste léniniste de France qu'ils ont interdit d'un commun accord en 1968, celle qu'expriment les ouvriers révolutionnaires que les dirigeants de la CGT comme de la CFDT s'efforcent de réduire au silence !

C'est pourquoi plus que jamais notre mot d'ordre doit être.

Ni plan Barre, ni Programme commun.

Dans nos luttes quotidiennes contre les licenciements, contre l'inflation, contre tous les maux, unissons-nous Français, immigrés, hommes, femmes, jeunes et moins jeunes, ouvriers étudiants, paysans, accumulons des forces pour la Révolution prolétarienne !

la France des luttes

La crise en Lorraine (3)

EUROFER OU COMMENT SAUVEGARDER LES PROFITS

Comme nous l'avons vu, la bourgeoisie monopoliste, pour faire face à la crise, à la concurrence acharnée dans la sidérurgie, frappe particulièrement les travailleurs immigrés. Mais tous les secteurs sont touchés et même les cadres sont atteints par le chômage.

La crise se traduit entre autre par un sous-développement record dans le domaine des équipements sociaux comme on va le voir ci-dessous.

Pour les Houillères du bassin de Lorraine (HBL), la situation est un peu différente, en raison des problèmes pétroliers actuels et du fait que la «restructuration» s'y est menée antérieurement... sur le dos des tavailleurs bien sûr qui continuent à payer aujourd'hui.

Le plan de la bourgeoisie monopoliste s'étend à l'Europe entière, touchée de la même façon à des degrés divers. Mais examinons ce plan dit «anti-crise acier» et dont Eurofer constitue un pilier.

On a recensé en Moselle, plus de 1 000 familles qui, dans le département, se trouvent dans la situation d'endettement de 3 000 F à 10 000 F et même plus. Ces familles ne parviennent pas à régler leur loyer ou sont incapables de rembourser leur annuités d'emprunt après l'accession à la propriété. Là encore, ce sont les cas connus officiellement.

Le département de la Moselle détient un record pour son sous-développement en matière de réalisations. Prenons deux exemples parmi d'autres :

– dans les écoles maternelles et le primaire, seuls 0,6 % des enfants sont pris en charge pour leur repas de midi, alors que souvent les parents travaillent. Il y a 137 715 enfants à fréquenter les écoles primaires publiques de Moselle depuis la rentrée, 44 288 dans les écoles maternelles et 93 427 dans l'enseignement élémentaire. Ceux-ci se partagent les restaurants scolaires suivants :

école Saint-Eucaire : 220 enfants

CES Metz-Queulen : 330 enfants

Woigny centre : 126 enfants

CES La Louvière à Morly : 170 enfants

école des mal-entendants de Thionville : 40 enfants

demi-pension de Forbach : 10 enfants

Le calcul est vite fait : 0,6 % à peine des enfants scolarisés dans le primaire trouvent place dans un restaurant qui leur est spécialement affecté.

Une enquête concernant ce problème, à Metz, conclue devant ce fait : «En Moselle, la "femme au foyer" reste plus qu'ailleurs ancrée dans les mentalités. Ici, le travail féminin est encore mal admis». Conclusion fâcheuse qui masque une autre réalité : celle des mères contraintes de renoncer à travailler pour garder leurs enfants et les nourrir à midi.

3 000 élèves du secondaire (soit plus de 50 classes) attendent, en Moselle, un professeur d'éducation physique ; ne sont assurées que 3 heures par semaine de sport pour les classes de la 6e à la 3e et 2 heures par semaine pour les classes de la seconde à la terminale, alors que l'arrêté ministériel du *2 mai 1972* prévoit 5 heures d'éducation physique dans tous les lycées et collèges de France !

CHARBON LORRAIN : LA BOURGEOISIE FAIT PAYER SA CRISE AUX TRAVAILLEURS

Les Houillères du bassin de Lorraine (HBL) emploient 19 345 ouvriers dont 11 463 de fond en novembre 1976.

La crise des HBL a été résolue sur le dos des travailleurs : le gouvernement a décidé de prolonger l'exploitation du gisement de la Houve, jusqu'en 1985, mais avec une production moyenne portée à 7 000 tonnes par jour au lieu de 5 000.

Pour le grand patron des HBL, Runel, il s'agit de sortir le maximum de charbon du sous-sol lorrain jusqu'en 1985. Alors pourront se présenter deux possibilités : soit au cours de l'année 1985, le nucléaire aura en principe pris la relève, et les mineurs de la région devront chercher du travail ailleurs, soit à la suite d'une augmentation des produits pétroliers grâce aux luttes de l'OPEP, augmentation dépassant les possibilités financières de la bourgeoisie française, les trusts seront amenés à mettre en exploitation les veines charbonnières profondes que l'on connait, mais qui sont jugées actuellement «trop chères à ouvrir».

En tout cas, il y a deux raisons pour que les trusts HBL se portent bien aujourd'hui ; la première, et la plus importante, est la surexploitation du mineur lorrain qui sort aujourd'hui 4 700 kg par jour de la mine, alors que la moyenne nationale est de 3 000 kg. Merlebach est un des plus gros sièges du monde d'où partent chaque jour 16 à 18 trains de charbon : et on se souvient de l'«accident» du puits 5.

La deuxième raison de la bonne santé du trust HBL est qu'il se nourrira en 1977 de 467 millions de francs, dont 55,2 millions d'investissements pour la seule Houve, argent gracieusement donné par l'État, et pris aux travailleurs sous forme d'impôts : encore une manière de faire payer la crise du capitalisme aux travailleurs !

EUROFER

Et quelle solution la bourgeoisie monopoliste compte-t-elle apporter à la crise de la sidérurgie lorraine ? Il convient de distinguer deux types de propositions : celles de la bourgeoisie en place, qui se partage aujourd'hui la plus grosse part de plus-value, et celles de la bourgeoisie de «gauche» qui veut la place.

Comme nous avons vu, la bourgeoisie en place a mis au point un plan de licenciements (au moins 20 000 emplois supprimés dans un premier temps) qu'elle baptise avec cynisme pour l'occasion «plan professionnel» ou encore «plan social».

Si les patrons de la sidérurgie veulent être grassement arrosés de subventions le gouvernement Giscard leur a néammoins posé une condition : ils ne doivent pas «se borner à faire seulement état de leurs intentions en matière d'emploi, mais simultanément présenter l'ensemble des efforts qu'il leur revient d'accomplir pour améliorer leur compétitivité» ! (cité d'après le comité interministériel consacré aux problèmes économiques et sociaux). En clair, il s'agit, pour le patronat, en échange de subventions, de mettre au point un plan complet de restructuration de la sidérurgie qui comporte des licenciements et des suppressions d'emplois.

Voici l'axe de l'offensive du patronat contre les travailleurs de la sidérurgie.

Que signifie la création d'Eurofer et le «plan anti-crise acier» déclenché par la Communauté économique européenne ? Michel d'Ornano place cette création dans le cadre de «l'action déjà engagée dans le cadre de la communauté européenne pour assurer une meilleure maitrise du marché international de l'acier».

De quoi s'agit-il en fait, et quelles sont les conséquences pour les travailleurs de l'acier ?

C'est en fait une accélération de la restructuration de la sidérurgie !

Il faut savoir que, face au Japon, à l'URSS et aux États-Unis, la Communauté économique européenne compte 430 entreprises sidérurgiques individuelles dont certaines sont regroupées en groupes d'industries : c'est là un émiettement qui est un frein à la «compétitivité» interimpérialiste.

Un peu d'histoire

Eurofer avait été précédé par la création de Denelux, qui réunissait les sidérurgistes allemands, belges, néerlandais et luxembourgeois. Cette initiative, annoncée au printemps dernier, avait suscité de vives réactions du côté du gouvernement français comme britannique : il y a de quoi, car la puissance du Denelux représente 45 % de la production européenne d'acier.

D'ailleurs la friction continue entre les gouvernements français et allemand : si les sidérurgistes français considèrent qu'Eurofer met un terme à l'existence de Denelux, cette analyse n'est pas partagée par les sidérurgistes allemands et du Benelux. Ces derniers, en effet, semblent ne vouloir faire qu'une concession : Eurofer devrait avoir toujours la priorité sur Denelux. C'est là une contradiction entre pays du second monde impérialistes.

Eurofer, créé par les patrons de l'industrie de l'Europe des Neuf, constitue un «cartel de l'acier européen». Il sera «l'interlocuteur» de la commission du Marché commun chargée de la réalisation du plan anti-crise et devra rendre la sidérurgie européenne moins vulnérable en période de crise.

LE PLAN ANTI-CRISE

Un des moyens utilisé aujourd'hui pour réaliser cela, est le «plan anti-crise» acier, appliqué à compter du 1er janvier 1977 pour une période initiale de 4 mois.

En France, les groupes visés par la plan anti-crise sont :

– le groupe Marine-Wendel (Sacilor-Sollac)

– le groupe Schneider (Creusot-Loire, Sociétés frères, Société métallurgique de Normandie)

– le groupe Denain-Nordest de Longwy (Usinor)

– le groupe Compagnie industrielle Chiers-Châtillon

– le groupe Cokerill

– et enfin la Solmer

En Belgique et au Luxembourg : Arbed, Cokerill, Ruau, Boel et la Société des forges de Clabecq.

Aux Pays-Bas, le groupe Estel. Les entreprises sidérurgiques d'Allemagne, d'Italie et de Grande-Bretagne sont également touchées.

Qu'est-ce qui a déclenché ce plan ?

La crise mondiale et la concurrence effreinée qui en découle. Qu'on en juge :

– *très forte réduction des commandes* : les commandes du mois d'octobre 1976 ont baissé de 6,8 % par rapport à septembre 1976, et de 17,2 % par rapport à octobre 1975. On voit *l'aggravation* de la crise : 6,8 % *en un mois !*

– *recrudescence du chômage partiel* dans plusieurs pays : bassin de Charleroi en Belgique, de la Sarre en Allemagne et de la Lorraine en France. C'est là une conséquence : la bourgeoisie reporte la crise sur les travailleurs.

– *réduction de 30 à 50 % des prix* par rapport aux barèmes officiels.

– *le tout accompagné d'une utilisation des capacités de production réduites variant entre 62 et 75 % suivant les entreprises.*

(A suivre).

LE REPONDEUR FONCTIONNE A NOUVEAU

POUR CORRESPONDRE PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

la France des luttes

Braud et Saint-Louis (Gironde)

L'EDF VEUT BRISER LA RESISTANCE DES PAYSANS

Fin novembre ont comparu devant le tribunal correctionnel à Bordeaux douze paysans de Braud et Saint-Louis où l'EDF a décidé d'installer une centrale nucléaire: Ces paysans s'étaient opposés à l'EDF par de multiples manifestations. Les installations de l'EDF avaient été endommagées lors de ces manifestations et celle-ci voulait faire un exemple et briser la résistance des paysans.

Une implantation aux dépends de la paysannerie travailleuse

L'EDF a choisi d'implanter une centrale nucléaire dans le site de Braud et Saint-Louis sur la rive nord de l'estuaire de la Gironde, à quelques kilomètres de Blaye. Que cette implantation accapare des terrains indispensables à la survie de paysans, qu'un paysan pauvre qui n'avait que 6 ha se retrouve avec 3 ha, donc dans l'impossibilité de survivre, c'était le dernier de ses soucis.

La bourgeoisie a fait le nécessaire pour donner satisfaction à ces messieurs de l'EDF et au capital monopoleur qui attend de cette implantation quelques succulents profits supplémentaires. La SAFER s'est chargée de récupérer les terrains nécessaires à la centrale, à ses annexes et aux parcours des lignes à haute tension qui en partiront. Pour cela tous les moyens ont été bons, et Safer et EDF ont allégrement violé la légalité bourgeoise pour cela, sans encourir aucun reproche bien entendu.

Une implantation faite sans souci des conséquences

Sans compter les risques d'accident brutal dans une région fortement peuplée, avec l'agglomération de Bordeaux à quelques dizaines de kilomètres, l'implantation a été décidée sans étude réelle des conséquences sur l'environnement. En particulier la centrale va consommer l'eau de la Gironde pour son refroidissement et la rejettera dans le fleuve avec quelques degrés de plus. Cette eau très chargée de vase peut connaître des modifications importantes de ce fait : des planctons et algues peuvent se développer massivement, l'eau plus chaude peut faire fuir les poissons que les pêcheurs de l'estuaire pourchassent pour vivre. Les eaux plus chaudes peuvent remonter vers les parcs à huitres de Marennes et de l'île d'Oléron, ruinant des dizaines de milliers de familles.

A tous ces problèmes soulevés par les paysans et ostréiculteurs de la région, l'EDF a répondu avec le plus profond mépris en leur conseillant de faire des langoustes si leurs huitres venaient à mourir, de mettre des prises de terre à chaque pied de vigne, des fils de nylon dans les rangs sous les lignes à haute tension.

La justice bourgeoise contre le peuple

Alors que l'EDF a multiplié les illégalités, occupant la terrain avant même la fin des procédures d'exploitation, elle a eu recours à la justice pour briser la résistance des paysans.

Pour un «bris de clôture» douze paysans et des militants de comité anti-nucléaire ont comparu devant le tribunal.

La séance a été remarquable. Face aux révélations accablantes , aux attaques incisives des accusés, des témoins de la défense qui présentaient le plus souvent le point de vue des masses travailleuses de la région, le président a fait un blocage complet.

L'EDF a demandé l'application de la loi anti-casseurs et l'accusation des peines de prison et des amendes.

Le capital voulait régler ses comptes à tout prix. Ainsi que le déclarait le président : «Je ne défends pas l'avenir des générations futures. On n'est pas là pour ça !».

Tirer les leçons de Braud et Saint-Louis

Que la justice n'en soit pas une, qu'elle soit dévouée corps et âme au grand capital, voilà qui n'étonnera pas beaucoup les travailleurs conscients de l'opposition irréductible entre le capital et le travail. L'État, la justice, l'armée sont les piliers de la dictature de la bourgeoisie sur le peuple, cela est encore confirmé s'il en est était besoin.

Plus intéressant est de constater que le trust qui s'attaque avec acharnement aux paysans de Braud est l'EDF. Uneentreprise nationalisée, du type de celles que la «gauche» veut multiplier sous prétexte qu'elles seraient au service de tous, au-dessus des classes à la différence des trusts privés !

En fait la tromperie éclate là au grand jour : l'EDF est un exploiteur, un oppresseur d'autant plus féroce qu'il jouit d'une situation de monopole. Et c'est cela qu'on voudrait nous présenter comme un progrès !

Un progrès dans l'efficacité du capital, oui voilà ce qu'est la publicité de Marchais pour le Programme commun. Les paysans de Braud, les ostréiculteurs de Marennes; les pêcheurs de l'estuaire savent maintenant à quoi s'en tenir.

Car même si on mettait un PDG de «gauche» à la tête de l'EDF, celle-ci serait toujours chargée de fournir au capital de l'énergie au meilleur prix, donc aux dépens du peuple.

Pas étonnant après ça que les partis de la bourgeoisie, qu'ils soient de droite ou de gauche aient été très discrets dans cette affaire et que les paysans se soient sentis «isolés» : tous les bourgeois étaient bien d'accord pour que l'EDF et la justice leur tordent le cou !

Le jugement en délibéré va tomber. Quel que soit son résultat une chose est sûre, c'est que le peuple travailleur doit tirer des leçons politiques de Braud et Saint-Louis.

Correspondant régional.

A LMT

Les intérimaires en lutte

Sur les chantiers d'installations des centraux téléphoniques, travaillent 400 ouvriers intérimaires (en grande partie immigrés) et 1 800 fixes.

Bas salaires : le SMIC ou un peu plus ; cadences de travail très élevées ; aucun droit, comme tous les travailleurs intérimaires ; déplacements très faibles ou nuls, encadrement répressif ; racisme...

Mercredi 29 décembre 50 ouvriers (sur 55) du chantier Pontoise se mettent en grève. Ils revendiquent 50 F de déplacement au lieu de 35 F. Les fixes de LMT touchent 58 F.

Pour eux, aller à Pontoise cela veut dire : 1 heure et demie à 2 heures de transport 2 fois par jour, le chantier à 2,5 km de la gare, un train toutes les demi-heures, pour un retard de 5 minutes, une demi-heure de retenue avec menace de licenciement au 3e retard. C'en est trop !

A travers leur revendication, c'est leur situation d'intérimaires qu'ils refusent : *«Nous sommes les esclaves modernes», «les patrons nous exploitent au maximum pendant qu'ils ont besoin de nous, et ensuite, à la rue».*

Sur le chantier, tous les matins les grévistes décident en assemblée générale de la poursuite de la grève. Ils ont élu des délégués.

Devant le refus total des directions LMT-Intérim, ils continuent, malgré les manœuvres et menaces (ex : la Prestec, c'est la boite d'intérim, a embauché une quinzaine d'ouvriers pour briser la grève. Arrivés sur le chantier, après avoir discuté avec les grévistes, 10 d'entre eux ont refusé de travailler.

Les grévistes se sont rendus sur plusieurs chantiers pour expliquer et discuter de leur action ; dans le but d'étendre la lutte à l'ensemble des intérimaires et fixes. Car ce qu'ils veulent en définitive, c'est *l'embauche fixe immédiate de tous les intérimaires !*

A leur appel, soutenue par la section CFDT, une réunion de coordination a eu lieu pour établir une plateforme revendicative commune et décider des moyens d'action pour étendre la grève sur tous les chantiers.

Des militants CGT soutiennent la lutte, mais les dirigeants révisionnistes du syndicat, qui au début se sont désintéressés de l'action, commencent à en parler et disent qu'«il ne faut pas aller à l'aventure», «qu'on pourrait continuer l'action sous d'autres formes».

D'ailleurs, leur mot d'ordre sur l'intérim est «embauche prioritaire des intérimaires qui le désirent».

En clair, si LMT n'embauche pas : restez intérimaires ; de toute façon il y en a qui préfèrent ça.

Quant à la section CFDT, elle exige «l'embauche fixe immédiate de tous les intérimaires et la dissolution des officines d'intérim».

La grande masse des intérimaires est consciente que pour obtenir satisfaction il faut l'unité entre fixes et intérimaires.

Les ML de LMT

Bobigny (Seine St-Denis)

GREVE AU «BRONZE INDUSTRIEL»

Au Bronze Industriel, le patron a institué une prime de présence de 8 F par jour, qui saute en cas de maladie ou d'accident du travail. Il cherche ainsi à diviser les travailleurs et à frapper ceux qui sont victimes des mauvaises conditions de travail de l'entreprise. Or, juste avant les fêtes, lors du paiement de la prime de fin d'année, les travailleurs se sont aperçus que celle-ci également était diminuée par des retenues pour absentéisme (à savoir maladie et accidents du travail, mais aussi les congés d'un mois sans solde des travailleurs immigrés qui étaient allés dans leur pays).

Pas d'augmentation de salaire en 76, des retenues sur la prime de présence, et encore les mêmes retenues sur la prime de fin d'année ! Un comble !

La riposte ne s'est pas fait attendre : les ouvriers de l'atalier de fonderie se mettent spontanément en grève le jeudi 24 décembre, suivis le lundi 27 par ceux des autres ateliers.

Le patron refuse en bloc toutes les revendications, et craignant l'occupation, fait appel à une milice privée payée à prix d'or pour «occuper» l'usine. Mais cette mesure fasciste ne fait que renforcer la détermination des grévistes, et leur gagner l'appui des employés qui protestent de devoir travailler les flics dans le dos.

La grève est menée par 75 % du personnel, dont la presque totalité des ouvriers (parmi lesquels de nombreux travailleurs immigrés).

Elle est soutenue par les sections CFDT et CGT. Les revendications avancées sont : suppression de la pénalisation pour accident du travail et maladie sur la prime de présence de 8 F par jour, le 13 e mois sans retenue pour absentéisme, suppression des contrats d'embauche à durée déterminée, augmentation de 200 F minimum pour l'ensemble du personnel, salaire milimum de base de 2000 F, ainsi que le paiement des jours de grève et d'autres revendications.

Les grévistes sont résolus à ne pas céder, et commencent à organiser la popularisation . Leur lutte résolue, avec l'appui des travailleurs de Bobigny et des environs, obligera le patron à céder.

Correspondant HR

Grenoble

LE SCANDALE DE LA SOCIETE DE CHAUFFE

Nous avons publié le 23 décembre dans notre No 591 un article de notre correspondant de Grenoble révélant comment la municipalité PS se servait de sa participation majoritaire dans la SDCVG (société de chauffage de la ville de Grenoble) pour financer en partie par le biais de la publicité, et donc sur le dos des locataires, la revue du PS «Débat».

Nous avons reçu également un tract du Comité de Ville du Parti Communiste Marxiste Léniniste de France appelant les locataires à poursuivre la lutte pour faire baisser le prix du chauffage. Il dénonce le caractère capitaliste de la SDCVG, soi-disant «service public», et les manoeuvres de la municipalité pour sauvegarder les profits réalisés par la vente de chauffage sans ternir sa réputation «de gauche». Voici ce que le tract du PCMLF déclare à ce sujet :

«La société de chauffage de la ville de Grenoble (SDCVG) assure le chauffage de nombreux quartiers et équipements publics de l'agglomération. C'est donc une très grosse affaire qui concerne des dizaines de milliers d'habitants. C'est une société d'économie mixte où la municipalité PS a la majorité absolue (55 % des actions).

Vu le caractère de «service public» de cette société, elle ne devrait pas faire de bénéfices. Or, elle en fait jusqu'à plusieurs centaines de millions d'anciens francs chaque année !!

Comme elle chauffe principalement des quartiers HLM et des hôpitaux ses bénéfices sont donc faits directement sur le dos des familles les plus modestes !

Les locataires en grève des quartiers Teisseire, Mistral et Villeneuve ont mis en évidence l'an dernier l'existence de ces bénéfices et exigé la baisse du prix du chauffage. Ils n'ont obtenu satisfaction jusqu'à présent que sur des travaux d'entretien et d'isolation.

La SDCVG crée une société privée, la Sertex

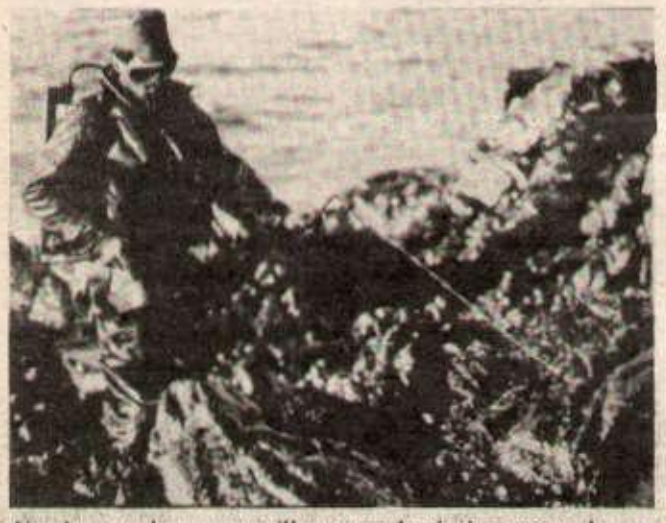
La municipalité «de gauche» par «SDCVG interposée a refusé la baisse. Pire que cela, au début de cette année, les dirigeants de la SDCVG ont décidé la création d'une société privée la SERTEX. Elle a pour objectif avoué de récupérer les contrats de chauffage les plus rentables, et ainsi de prendre à son compte les bénéfices les plus éhontés de la SDCVG qui commençaient à sentir mauvais dans un soi-disant service public.

Autre avantage non négligeable : la possibilité de mieux exploiter les travailleurs de la SDCVG transférés à la SERTEX.

Ainsi quelle différence y a-t-il entre la gauche au pouvoir dans la société «publique» SDCVG et le patronat privé de Rhône Poulenc ou Citroën (que le Programme commun doit nationaliser !)».

Le pétrolier naufragé fait une nouvelle victime

On se souvient du naufrage au large de l'île de Sein du pétrolier Boehlen et de la gigantesque marée noire qu'a entraîné le mazout échappé de ses flancs.



Un des nombreux travailleurs employés à nettoyer la marée noire.

Ce naufrage avait déjà été responsable de vingt cinq morts par noyade parmi les marins du navire.

D'autre victimes sont venues s'ajouter à la liste.

Un militaire a été noyé à la pointe du Van alors qu'il était employé à nettoyer le mazout répandu sur la côte. Deux travailleurs du Pétrel, navire de forage appartenant à la COMEX (Compagnie Maritime d'expertise) et chargé de colmater les brèches du pétrolier échoué, ont également été tués. Un plongeur le 5 décembre et, dimanche dernier, un matelot qui a été broyé entre la paroi du sas et la cloche de plongée du Pétrel. Tous ces morts prouvent, bien plus encore que les dégâts matériels, la nocivité de la course au profit qui se fait au détriment de toute sécurité.

Communiqué

Création d'une nouvelle agence de presse locale

Une agence de presse régionale (AP 13) s'est créée sur Marseille pour répondre à la faiblesse persistante d'une réelle information au service des luttes. Ses buts sont de répercuter la parole de tous ceux qui luttent dans la région et de contrer les messages et silences des monopolisateurs actuels de l'information.

L'AP 13 est prise en charge par un collectif qui n'est lié à aucune organisation particulière. Son information n'en privilégie aucune. Cependant il entend susciter et regrouper le travail d'information de tous ceux qui se réclament d'un courant anticapitaliste.

Dans le bulletin hebdo on trouvera :

1) des informations inédites sur la région
2) des communiqués courts et informations
3) une revue de presse régionale
4) un calendrier des activités et manifestations diverses.

Cette agence de presse fonctionnera par abonnements : 35 F par trimestre, 70 F par semestre, 140 F par an. Les abonnements commenceront début janvier. Nous comptons que chaque abonné devienne un correspondant.

Siège : 39 allée L. Gambetta 13601 Marseille.
Tél 50-78-60
Permanence : tous les après-midi de 14 h à 19 h.

EN AVANT POUR LES 25 MILLIONS

Liste de souscription

TOTAL AU 31/12/76		13 236 F	"	" MJ	60 F
L soutien à HR		1 500 F	"	" FP	55 F
OCH		400 F	"	" MJ	55 F
HL		5 000 F	"	" LMM	10 F
LFCH		200 F	"	" BLY	10 F
Soutien à HR BL		106 F	Un camarade		90 F
"	" "	38 F	Suppl. réabt LF		10 F
"	" VP	34 F	"	" LBJL	18 F
Suppl. réabt FM		200 F	"	" DG	18 F
"	" PP	20 F	"	" MF	10 F
"	" LMC	20 F	AG		50 F
"	" JY	10 F	Vive le socialisme un élève instituteur		100 F
"	" GJ	10 F	Des camarades de L		65 F
"	" GC	5 F	Deux postiers NF		60 F
"	" SCH	150 F	Suppl. réabt GJ		10 F
"	" HMM	5 F	"	" PS	60 F
"	" CJL	60 F	"	" SY	10 F
"	" RD	60 F	"	" VGJL	5 F
"	" SMM	20 F	Deux camarades de province		100 F
"	" KJC	30 F	PH		100 F
"	" BJM	5 F	Deux travail. de l'agr.		317 F
"	" PJR	10 F	PH		100 F
"	" M. Mme G	5 F	Suppl. réabt DG		5 F
"	" DJ	10 F	Soutien OR		110 F
"	" RC	5 F	TOTAL GÉNÉRAL au 3/1/77		
FPB		90 F			22 590 F
Suppl. réabt DE		25 F			

Courrier des lecteurs

VŒUX D'UN LECTEUR POUR L'ANNEE 77

Vous avez, au cours de l'année 1976 qui vient de s'écouler, mené des âpres luttes de classes contre le système décadent d'oppression et d'exploitation, contre le venin que propagent les Marchais et Mittérand envers les travailleurs pour les endormir.

Les succès remportés vous ont valu non seulement la haine des représentants de la bourgeoisie, Giscard, Marchais, Mittérand (Cf l'arrestation infâme de Le Gal), mais surtout la sympathie de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses. A travers ces luttes, vos militants se sont aguérris de plus en plus et l'avant garde de la classe ouvrière s'est trouvée par là-même renforcée.

Une année nouvelle vient de commencer. La classe ouvrière et les autres masses travailleuses se dresseront encore plus nombreuses sur les barricades de la lutte des classes . Les Communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge sauront comme hier se mettre aux avants postes de la lutte, mener la classe ouvrière jusqu'au triomphe du socialisme.

Je vous adresse à cette occasion de la nouvelle année 1977 mes salutations chaleureuses et révolutionnaires, vous souhaite des victoires encore plus grandes contre l'impérialisme, le social-impérialisme principal foyer de guerre; suis convaincu que vous renforcerez comme en 1976 vos liens avec les peuples et nations opprimés qui luttent contre l'impérialisme et surtout les deux superpuissances.

Bonne Année.

culturel

ORTF

7e semaine de grève pour 11 000 artistes

• Les ateliers de synchro débrayent
• Boycott des artistes des USA et de Grande Bretagne

«Chantecler», plumé de trois de ses actes, la rentrée de Jacques Martin, dimanche prochain laissée en suspens, les invitations de Michel Drucker à ses «Rendez-vous du dimanche» demeurées sans réponse comme de vulgaires «lapins». Même notre grand dramaturge national, Pierre Sabbagh a dû renvoyer à «plus tard» l'enregistrement de ses «Au théâtre ce soir», Carpentier a dû improviser des Numéro Un de rechange pour suppléer à l'absence de vedettes qu'il avait prévues. Quelques vingt tournages au total paralysés.

Pourtant il semble que ça marche toujours puisqu'on voit encore des films et des émissions.

Les émissions en boite

Ce qui passe à la télé en ce moment (surtout pour les fêtes), ce sont des émissions «en boite», c'est-à-dire des émissions qui ont été réalisées bien avant les fêtes, il y a plusieurs mois. Au 18 novembre (début de la grève) déjà 80 % des programmes étaient en boite. Seulement 20 % des programmes prévus n'ont pu être réalisés.

Les artistes interprètes c'est qui ça ?

Ce sont les artistes interprètes : c'est-à-dire les artistes dramatiques (théâtre), les artistes lyriques (chanteurs de l'opéra), les chorégraphes (danseurs), les artistes de variété (comiques, chanteurs, etc.).

Une lutte contre le chômage pour le droit au travail

Sur 100 artistes interprètes 80 % sont chômeurs complets, 15 travaillent peu, 5 travaillent à temps complet.

Une des principales revendications pour les grévistes, c'est donc un volume de production minimum garanti : cent trente heures par chaine pour TF1 et Antenne 2 et cinquante heures pour FR3 qui a plus une vocation télécinématographique.

Il y a dix ans un travailleur assurait un certain nombre d'heures de service, maintenant, ce nombre d'heures il faut le diviser par deux ou par quatre quand ce n'est pas par six.

Une lutte pour une plus juste rémunération

Quand les artistes interprètes ont du travail, les spectacles qu'ils réalisent ont deux utilisations : d'une part, l'utilisation principale (la diffusion sur l'écran), deuxièmement ce qu'on appelle «l'utilisation secondaire». Ce qui rapporte le plus aux PDG des chaines.

Les artistes interprètes demandent une redéfinition de l'utilisation secondaire. Une émission , un film, une fois qu'il est passé sur l'écran, peut actuellement être réutilisé et surtout revendu sous toutes les formes possibles et imaginables : vidéo-cassette, vidéo-disque, vidéo-prgramme. On peut revendre le film tel quel à l'étranger ou bien transformer le produit.

Ainsi, une dramatique de 70 minutes a été revendue saucissonnée en tranches de 10 minutes. Autre exemple : la dramatique «La mort d'un guide» est exploitée dans les circuits cinématographiques privés sans que les artistes qui l'ont fait ne touchent un centime. La devise des PDG : «Faites des spectacles, nous on les exploite... et on vous exploite.»

Les artistes qui ont fait les spectacles sont au chômage quand les PDG empêchent les profits de «l'utilisation secondaire». Il faut savoir que le gain moyen d'un artiste interprète professionnel est de 1 000 F par mois.

Salariés intermittents...

Ce que les PDG ont toujours refusé de discuter c'est du statut des artistes interprètes. Or le seul statut qu'ils ont c'est un statut... fiscal. Ils sont définis comme des salariés intermittents à employeurs multiples.

Une assemblée générale des comédiens en grève.

La course aux profits

En fait, non seulement la télévision est un moyen pour la bourgeoisie d'intoxiquer les travailleurs, c'est aussi une source de profits. Depuis l'éclatement, c'est la course entre les trois chaines : le pompon à celui qui fera le plus de profits.

Donc il faut réduire les «coûts de production». On réalise moins d'émissions en France et on achète plus de films tout faits à l'étranger. Il y avait avant l'éclatement de l'ORTF en plusieurs branches (7 sociétés) 75 % d'émissions réalisées par l'ORTF et 25 % de films achetés à l'étranger ; actuellement la proportion est exactement l'inverse. Qui fait les frais de tout ça ? Les travailleurs jetés au chômage.

La lutte se développe le soutien s'élargit

A leur 7e semaine de grève, les artistes interprètes sont de moins en moins isolés. Des piquets de grève ont été mis en place dès le début devant les studios dont la production est complètement bloquée. La grève est suivie à l'unanimité sauf pour Annie Cordy et... Michel Sardou.

Hier, ils ont reçu le soutien des réalisateurs. Les ateliers de synchronisation vont se mettre en grève incessemment pour les soutenir.

Ce sont ces studios de synchro qui doublent les films importés cela signifie l'arrêt de toute diffusion d'ici peu de temps. D'autre part, les artistes interprètes américains et britanniques (les deux pays d'où viennent tous les films achetés) ont décidé d'organiser le boycott des envois de films en direction de la France. A l'ORTF comme ailleurs la bourgeoisie se heurte de plus en plus à la détermination des travailleurs.

Voeux de Nouvel An aux travailleurs

Je ne vous souhaite pas, ainsi que se plaisent à le faire
Certains, une bonne année de bonheur et de succès,
Et du bon temps qui vous comble de joie,
Et des jours où l'esprit repose en toute quiétude,

Je ne vous souhaite pas une vie silencieuse et contemplative,
Ni que le dieu argent vous accorde bénédiction et prospérité,
Ni que chaque jour soit sans peine.
Je vous souhaite un monde en plein bouleversement

Je vous souhaite bravoure et volonté, force et courage
Pour briser enfin les vieilles chaines de l'esclavage
Et pour rassasier votre rage de vivre.

Je vous souhaite un esprit lucide qui montre la voie.
Le courage de penser en liberté, le cœur de se sentir en liberté.
Apporte-nous cela, Nouvel an, et tu seras apprécié !

Lisel Bruggmann
traduit par des lecteurs alsaciens

Extrait d'un livre de poésie et de récits du combat de la classe ouvrière suisse. Lisel Bruggmann est née le 21 juillet 1900 dans une famille de la classe ouvrière. Elle participe à la fondation du Parti communiste suisse en 1922. Elle a écrit son dernier poème le 1er mai 66. Malgré sa maladie, elle a écrit comment la classe ouvrière, apprenti, travailleur suisse et étranger reprenait un nouveau visage révolutionnaire dans le combat quotidien de classe.

Lisel Bruggmann «Ich wünsche euch des Weltenalls erbeben» Union Verlag Zürich. en vente «Aux Herbes sauvages» et E-100 25 F

Parmi les chapitres du livre . des chapitres de poésie et récits sur la crise de 1929, «La grosse crise», «Nous devons combattre», «Classe contre classe» sur la classe ouvrière, contre le fascisme . «Contre la guerre», «A mort le fascisme», sur les femmes de la classe ouvrière.

Victoire à Entebbé ... *Le bide de l'année*

A Athènes, les 14 salles qui projetaient «Victoire à Entébbé» ont dû l'enlever de l'affiche. C'est une victoire de la mobilisation des anti-impérialistes. Seules 2 salles continuent de projeter le film au Pirée et à Patras.... sous la protection des flics.

A Dusseldorf et à Aix-la-Chapelle, ce sont des bombes incendiaires qui ont accueilli le film de Marvin Chomsky. Encore un qui aurait dû tirer les leçons du bide qu'a fait le film de Jean Yanne.

Aux films sioniste et fascistes les masses sauront apporter la réponse qu'il convient.

Un poème de Laabi

Nous verrons qui de l'autre se lassera
Nous verrons bien qui de l'autre détalera
Nous verrons
Qui est prisonnier de qui
qui jugera qui
qui condamnera qui

Abdellatif Laabi, poète, ancien dirigeant de la revue «Soufflès», arrêté en 1972, condamné à dix ans de réclusion au procès de Casablanca en septembre 1973.

l'Humanité Rouge

La Chine après Mao Tsé-toung, impressions de voyage

AU PAYS DES LIS ET DES MIAOS

Après avoir quitté la belle ferme de Sin Long, roulé plusieurs heures sur une route tortueuse et franchi une barrière montagneuse, nous arrivons brusquement dans une région beaucoup plus chaude et sèche de l'île. La population semble aussi y être moins nombreuse, on croise moins de paysans.

Parfois on voit quelques femmes vêtues de noir et coiffées d'un large chapeau noir. Devançant la question, un camarade chinois dans l'une des voituree explique : «ce sont des femmes de nationalité Miao. Avant la Libération, les Miaos , persécutés et pourchassés par les Hans (la nationalité majoritaire en Chine) en étaient encore à un stade de production très archaïque : pour cultiver la terre, ils creusaient des trous et y mettaient les graines. Pour enrichir le sol, ils y mettaient de la paille qu'ils brûlaient. La fumée noircissait leurs vêtements. On suppose que là réside l'origine de la couleur de leurs habits.

Les femmes Miaos, ajoute-t-il, étaient les opprimées des opprimés. Les propriétaires fonciers Hans faisaient enlever les jeunes et belles Miaos. Pour échapper à ce sort, les femmes Miaos avaient pris l'habitude de se percer le visage en plusieurs endroits avec des aiguilles de façon à se défigurer. C'était une première forme de révolte...»

Nous en apprendrons bien d'autres sur l'oppression féroce que subissaient autrefois les Lis et les Miaos. Une camarade Miao nous racontera comment en 1943 le Kuomingtang a mené une campagne d'extermination des Miaos, si sanglante, qu'il ne restait qu'un petit nombre de survivants. Ceux-ci, dont sa famille, étaient obligés de vagabonder dans les vallées et les montagnes pour échapper aux recherches et à la destruction : ils vivaient dans des conditions inhumaines, se vêtaient en se couvrant d'écorces d'arbres et changeaient tout le temps de lieu pour qu'un feu fixe ne trahisse pas leur présence. Les Miaos alors chantaient à voix basse des chansons très tristes.

A la Libération, le Parti communiste chinois dirigé par le président Mao a cherché à sauver les Miaos de la disparition totale. Pendant des jours et des jours, des soldats de l'Armée populaire de Libération ont parcouru montagnes et forêts pour retrouver les survivants et les installer en sécurité au pied des monts. Là, le Parti communiste leur a donné de la terre, des buffles et de l'argent. En même temps, les Miaos ont été encouragés à s'organiser en groupes d'entraide, puis en coopératives de type inférieur, puis en coopératives de type supérieur et enfin, en communes populaires : tout cela s'est fait progressivement.

A chaque fois les paysans Miaos pouvaient constater une progression de leur niveau de vie : celui-ci est d'ailleurs maintenant pareil à celui des Lis et des Hans de la région. La plupart des Miaos ont un poste de radio, l'électricité, etc.

Radieuse et fière, la camarade Li Mei Houa, une Miao dont le nom signifie Jolie Fleur de Prunier, nous dit :

«Non seulement sur les plans économique et culturel nous sommes égaux mais encore nous sommes aussi égaux sur le plan politique : par exemple, moi, femme, j'occupe un poste dirigeant. J'ai beaucoup souffert avant la Libération... C'est l'Armée populaire qui a recherché et retrouvé ma famille dans la montagne. Ces grands changements dans notre situation sont autant de preuves de la justesse éclatante de la ligne du président Mao à l'égard des minorités nationales, qui a permis notre émancipation. On dit souvent : La reconnaissance des minorités nationales à l'égard du PCC est plus profonde que les océans, plus haute que les montagnes : cela c'est la vérité.

C'est pourquoi nous sommes décidés à suivre la ligne du président Mao, même après son décès, et à nous unir encore plus au Parti communiste chinois dirigé par le président Houa Kouo Feng» et elle ajoute de sa voix douce mais avec fermeté : «Nous poursuivrons l'édification socialiste jusqu'au communisme ! La bande des quatre fut une bande antiparti qui nourrissait un vain espoir de restaurer le capitalisme. Nous sommes engagés dans une grande campagne de critique et de dénonciation. Mais pour dénoncer ces «quatre», il est indispensable d'étudier le marxisme-léninisme et la pensée du président Mao, c'est pourquoi nous lions critique et dénonciation».

Le camarade LI MEI HOUA en train de mener un travail d'éducation avec les jeunes d'une milice.

La vue des femmes Miaos avait été notre premier contact avec la région autonome : les éléments de connaissance extrêmement riches nous parvenaient d'abord par morceaux. Chacun de nous apprenait une foule de chose auprès des camarades chinois de Hainan ou de Canton qui nous accompagnaient.

Lors du repos, l'après-midi ou le soir, nous mettions en commun nos découvertes. Aussi est-il assez difficile de respecter strictement un ordre quelconque dans ce récit : la vue des femmes en costume traditionnel Miao, le bord de la route avait été le premier contact avec la région autonome des Lis et des Miaos, mais la rencontre avec la camarade Li Mei Houa ne devait se produire qu'au deuxième jour de notre visite dans la région.

Le premier jour, nous le passions en repos complet au bord de la mer de la Chine méridionale, à Sanya, «l'endroit où le cerf se retourne».

Le nom du lieu fait référence à une légende de l'île : un chasseur poursuivait un cerf, parvenu au bout de l'île, le cerf se retourna vers le chasseur et se métamorphosa en jeune fille. Le chasseur épousa la jeune fille. Et pour que l'ancien serve le nouveau, des camarades de l'île ajoutent le sourire au lèvres : «et l'on dit que les deux jeunes époux s'engagèrent dans la guérilla et y firent des exploits.»

Au second jour de notre visite dans la région autonome, nous avons été reçus au chef-lieu, par un camarade de nationalité Li, secrétaire du Comité de parti de la région, et par la camarade Li Mei Houa. Ces camarades nous emmenèrent visiter une brigade de production composée de Lis, connue pour ses succès dans le mouvement «Tatchaï».

Le chemin fut court du chef-lieu à la brigade mais nous avons vu plusieurs chantiers où des centaines de jeunes travaillaient avec ardeur et entrain tandis que les drapeaux rouges flottaient au vent.

C'est la camarade Hoang Tu Sian, secrétaire politique de la cellule de la brigade qui nous reçut. Avant la Libération, c'était une esclave vendue à un propriétaire foncier dès l'âge de 3 ans, et bien entendu elle était illétrée.

Cette camarade qui fut pauvre et opprimée à un degré peu commun nous accueillit en camarade et nous fit un exposé clair, riche, éducatif et émouvant tant du passé que de la situation présente. Voici ce qu'elle nous dit :

«Avant la Libération, les propriétaires fonciers et les despotes locaux pratiquaient une exploitation féroce des fermiers, des paysans pauvres et moyens-pauvres. Ils possédaient 40 % des terres et les fermiers, paysans-pauvres et moyens-pauvres, ne possédaient ni buffles, ni cochons.

Avant la Libération le rendement par mou (1 mou égal 1/15 d'ha) était très faible, moins de 60 kg de riz par mou (aujourd'hui plus de 522 kg/mou).

La culture était arriérée, on manquait de céréales et on mangeait des fruits sauvages pendant 8 à 9 mois de l'année.

Après la Libération, les Lis ont été vraiment émancipés. La ligne du président Mao a été bien appliquée : en 1954, la première coopérative agricole a été créée ici. Après la fondation de la coopérative, d'abord de type inférieur puis de type supérieur, nous avons procédé à des essais sur les céréales et remporté des succès : dès 1966, le rendement était assez élevé et les normes nationales ont été dépassées..

Nous avons développé la culture scientifique surtout jusqu'en 1964, date à laquelle le président Mao a lancé le mouvement *«prendre exemple sur la brigade de production de Tatchaï»*.

Nous avons suivi ce mouvement et aujourd'hui le rendement de riz par mou est supérieur à 522 kg. Malgré cette augmentation sensible, nous devons continuer à prendre le développement de l'agriculture comme axe. Maintenant nous avons planté des hévéas. Nous avons acheté 5 tracteurs, deux presses pour transformer le caoutchouc, une machine pour transformer le riz, un appareil de projection qui nous permet de voir des films tous les samedis cela permet d'élever le niveau culturel.

(à suivre)

Directrice de publication : Suzanne Marty — Distribution : NMPP — IMP : La Nouvelle — Dépôt légal : 1er trimestre 1977